

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE NANCY**

**N° 1902444**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION  
DES ANIMAUX SAUVAGES (ASPAS)  
SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES  
PERSONNELS DES FORÊTS ET DE L'ESPACE  
NATURAL (SNUPFEN)

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Mme Corinne Ledamoisel  
Juge des référés

La présidente du tribunal administratif,  
juge des référés

Ordonnance du 18 septembre 2019

54-035-02

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 23 août 2019, l'association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS) et le syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (SNUPFEN), représentés par Me Riou, demandent au juge des référés, saisi sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1°) de suspendre l'exécution de l'arrêté du 12 juillet 2019 par lequel le préfet de la Meuse a délivré à l'agence de Verdun de l'Office national des forêts une dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats, prévue au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, pour la réalisation de travaux forestiers exceptionnels dans le cadre de la crise sanitaire majeure liée aux scolytes affectant les forêts domaniales de Verdun et de Morthomme, dans le département de la Meuse ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat les dépens ainsi que le versement de la somme de 2 000 euros à chacun d'entre eux au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Les requérants font valoir que :

- compte tenu de leur objet social et de l'agrément dont bénéficie l'ASPAS lui conférant une présomption d'intérêt à agir conformément à l'article L. 142-1 du code de l'environnement, ils ont intérêt à agir ;

- la condition d'urgence requise à l'article L. 521-1 du code de justice administrative est remplie, dès lors que la dérogation accordée induit un risque majeur de destruction des espèces protégées vivant dans les forêts de Verdun et de Morthomme ;

- il existe un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté attaqué : aucun document visé par l'ONF à l'appui de sa demande de dérogation n'a été communiqué ; le dossier de demande de dérogation est dépourvu de toute fiabilité ; il ne comporte pas de référence aux résultats publiés relatifs au suivi de l'espèce protégée sonneur à ventre jaune depuis 2008 pour quantifier les impacts

des travaux prévus ; il a été établi sans consultation préalable des référents scientifiques ; il ne comporte aucune estimation de la taille de la population de cette espèce ; il ne prend pas en considération le risque de mortalité indirecte de cette espèce résultant du déplacement des individus ; il prévoit un nombre limité des nouveaux sites créés à la suite des exploitations estivales liées à la demande de dérogation ; il est muet sur l'effet négatif à long terme de ces travaux ; il prévoit seulement deux passages de captures des individus de l'espèce sonneur à ventre jaune, de sorte que près de la moitié des individus est vouée à une destruction certaine ; il ne comporte aucune mesure concernant les espèces protégées autres que le sonneur à ventre jaune, le triton palmé et le triton alpestre ; ce dossier a en outre été constitué par des rédacteurs dont on peut douter des compétences requises en écologie, sans que l'ONF n'ait sérieusement exploré les solutions alternatives pour la sauvegarde maximale des espèces protégées, et notamment l'écorçage des arbres atteints par les scolytes, qui constitue une technique reconnue et admise scientifiquement ; ce dossier est entaché d'imprécision ou d'exagération sur les surfaces à exploiter, qu'il a estimées à 140 hectares alors qu'elles ont été ramenées à 77 hectares dans l'arrêté attaqué ; la réalité de l'urgence des travaux à réaliser n'est en outre pas établie dans la mesure où plusieurs mois se sont écoulés entre l'alerte donnée en septembre 2018 sur la crise sanitaire liée aux scolytes et le dépôt du dossier de demande de dérogation en avril 2019, où la crise sanitaire a pris une ampleur telle que les mesures préventives ou curatives ne permettront sans doute plus d'enrayer le phénomène, et où il n'est pas établi que l'absence de dérogation permettant des travaux pendant l'été menacerait les activités cynégétiques, la période de chasse débutant fin septembre et se terminant en février, ou la mise en sécurité des usagers de la forêt, alors que les touristes sont présents en forêt en été et que les sites touristiques sont majoritairement situés sur la partie sud de la forêt de Verdun et en dehors de la zone à sonneur.

Par un mémoire enregistré le 29 août 2019, l'Office national des forêts (ONF) conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 2 000 euros soit mise à la charge de chacun des requérants au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il fait valoir que :

- la condition d'urgence requise à l'article L. 521-1 du code de justice administrative n'est pas remplie, dès lors que la requête a été présentée plus de 5 semaines après la publication de l'arrêté attaqué, qui a été effectivement mis en œuvre pour les trois quarts de sa durée ;

- les moyens soulevés ne sont pas de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision attaquée : l'ONF est doté d'un réseau de naturalistes national dont certains spécialistes, notamment concernant les amphibiens, sont mondialement connus, a une expérience dans la constitution des dossiers de demande de dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées et a organisé des formations en 2014, 2016 et 2019 pour garantir le niveau de compétences des intervenants de l'agence de Verdun ; le dossier qu'il a constitué au cas présent, qui s'appuie sur le document d'objectifs Natura 2000, différentes études naturalistes réalisées par des spécialistes depuis 2014 dans le cadre du classement de la forêt domaniale de Verdun en forêt d'exception, les derniers résultats du suivi du sonneur à ventre jaune, qui a été relu par le responsable national du réseau herpétofaune de l'ONF par ailleurs en charge du pilotage du plan national d'actions concernant l'espèce sonneur à ventre jaune, qui a pris en compte, par une note complémentaire, l'avis du CSRPN ainsi que les échanges avec la DREAL et qui prévoit un protocole pour les éventuelles captures, n'est aucunement dénué de pertinence scientifique ; en tout état de cause, il concentre les critiques des requérants, alors qu'il constitue seulement un acte préparatoire à l'arrêté attaqué ; si cet arrêté autorise la destruction d'espèces protégées, cette autorisation est donnée dans les conditions de dérogation prévues par l'article L. 411-2 du code de l'environnement, dans le cadre de la lutte contre les scolytes, qui est devenue une question d'intérêt général au niveau national, afin d'éviter les propagations, de prévenir les risques sanitaires et de

préserver la valeur qui reste dans les peuplements ; l'arrêté attaqué s'inscrit directement dans le cadre, et ne peut être dissocié, des mesures d'intérêt général édictées par le préfet de la région Grand Est le 29 juillet 2019 et définissant les zones de lutte obligatoire et les préconisations de lutte contre le scolyte, même s'il lui est antérieur ; il donne en outre des garanties suffisantes pour assurer que les atteintes à la préservation des espèces protégées seront assez faibles maintenir un état de conservation favorable des populations dans leur aire de répartition naturelle ; les secteurs les plus sensibles pour le sonneur seront évités ainsi que les secteurs répertoriés intéressant les espèces d'amphibiens protégées ; l'ONF a fait le choix délibéré de retenir dans la liste des parcelles ciblées par sa demande de dérogation les seules zones peu fréquentées par les sonneurs où les sites susceptibles d'être favorables au sonneur sont en nombre limité ou localisés, sachant que les autres amphibiens concernés affectionnent les mêmes sites ; ainsi dans sa note complémentaire du 27 juin 2019, la surface concernant la demande a été diminuée de moitié, justement pour tenir compte des analyses du CSRPN et de la DREAL et les parcelles identifiées sont en dehors des secteurs répertoriés comme sensibles, les empierrements sont limités à certains tronçons de 75 à 50 m ; sur chaque site d'intervention, des opérations de capture préventive et de déplacements seront mises en œuvre, le protocole applicable n'étant pas remis en cause par les requérants ; si deux passages seulement sont prévus, le nombre de spécimens échappant au déplacement sera nécessairement minime puisqu'il s'agit de lieux peu sensibles ; des mesures compensatoires sont en outre prévues par la création d'ornières par la circulation des engins lors des chantiers et d'ornières supplémentaires en nombre équivalent à celles détruites ; les autres espèces protégées mentionnées dans la requête sont en phase terrestre durant la période de dérogation, ce qui explique pourquoi l'arrêté attaqué ne les évoque pas ; les premières opérations mises en œuvre sur le terrain ont reçu l'approbation des services de la DREAL, qui a attesté du respect total des mesures fixées par l'arrêté attaqué ; l'écorçage des arbres ne constitue pas une solution alternative plus adaptée, puisqu'il exige l'abatage des arbres et qu'il se fait à l'aide d'une machine de chantier lourde et nécessite la circulation de tracteurs et d'engins pour apporter les arbres à cette machine, créant tout autant une menace pour les espèces amphibiens menacées ; contrairement à ce que soutiennent les requérants, il est urgent de réaliser les travaux d'exploitation des bois scolytés puisque le phénomène des scolytes a pris des proportions démesurées du fait des conditions climatiques actuelles de sécheresse et de chaleur, qui ont permis aux scolytes de se propager à une moyenne de 46 000 m<sup>3</sup> par mois, soit à plus du double du rythme de 2018 ; le décalage de temps entre l'alerte donnée en septembre 2018 et la date du dépôt de la demande de dérogation résulte du temps nécessaire pour appréhender les peuplements les plus touchés par les scolytes et cibler ceux où il était le plus urgent d'intervenir ; il témoigne de ce que l'étude technique a été menée sérieusement ; il y a une nécessité impérieuse à sécuriser rapidement les lieux attaqués et à sortir les bois exploités dès lors que toute chute d'arbre ou de branche crée un péril grave pour la sécurité des personnes, que la fréquentation des forêts de Verdun et de Morthomme est estimée à 300 000 personnes et ne se limite pas aux périodes estivales, et que l'activité cynégétique, nécessaire à la régulation des populations de gibier, s'exerce en automne et en hiver ; l'accumulation de bois morts ou déperissant est en outre propice au risque incendie, qui ferait courir un risque grave de destruction totale de la population des amphibiens présents dans les zones concernées par l'arrêté attaqué.

Par un mémoire enregistré le 3 septembre 2019, le préfet de la Meuse conclut au rejet de la requête.

Il fait valoir que :

- l'urgence qu'il y aurait à suspendre l'exécution de la décision attaquée n'est pas établie dans la mesure où la requête a été présentée plus d'un mois après la publication de la décision et que la moitié des travaux est déjà réalisée ;

- les moyens soulevés ne sont pas, en l'état de l'instruction, de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté attaqué : les impacts des travaux de comblement d'ornières et d'empierrement de chemins prévisibles dans le cadre des travaux de coupes exceptionnels sur les habitats du sonneur à ventre jaune ont bien été présentés dans le dossier de demande de dérogation déposé par l'ONF ; les éléments factuels du dossier démontrent que cette espèce protégée est présente de façon relativement diffuse dans les massifs forestiers concernés, alors que les interventions sont géographiquement restreintes puisque les travaux autorisés sont limités à 0,5% du massif forestier de Verdun et 1 % du massif forestier de Morthomme et que les empierrements de routes forestières nécessaires à la réalisation des travaux sont limités à 200 m en forêt de Verdun et 50 m en forêt de Morthomme, soit 0,06 % du linéaire de chemins en terrain naturel de ces massifs ; ainsi, par leurs surfaces limitées, les travaux réalisés ne sont pas de nature à remettre en cause l'état de conservation des populations de sonneur à ventre jaune et des autres amphibiens en présence ; les prescriptions de l'arrêté attaqué permettent de limiter l'impact des travaux sur les habitats de reproduction de ces espèces dans le temps puisque les travaux se réalisent sur la période de juillet à décembre 2019, dans l'espace compte tenu des surfaces limitées sur lesquelles ces travaux doivent être réalisés, quantitativement via la création d'ornières fonctionnelles avant la saison de reproduction au printemps 2020, à surface équivalente voire supérieure, et qualitativement via la prescription d'un suivi visant à évaluer la fonctionnalité des ornières recrées pour les amphibiens concernés par la demande de dérogation ; l'ensemble de ces mesures permet le maintien du bon accomplissement des cycles biologiques de ces espèces protégées ; par ailleurs, les requérants ne sont pas fondés à soulever le moyen tiré du prétendu effet positif lié à la création de nouveaux sites, dès lors que cette mesure présentée dans le dossier de l'ONF et contestée par le CSRPN n'a pas été reprise dans l'arrêté attaqué ; la mesure de capture et de déplacement des individus constitue une mesure de dernier ressort lorsque l'ensemble des autres mesures prescrites ne peuvent être appliquées, à savoir la limitation de circulation des engins et la définition et la délimitation d'un plan de circulation visant à utiliser des chemins de contournement des secteurs sensibles ; après application de ces mesures et au regard des faibles surfaces d'intervention, ces opérations de capture et de déplacement devraient être extrêmement restreintes ; elles sont en tout état de cause très encadrées par l'arrêté attaqué ; les mesures visant à limiter la circulation des engins dans les secteurs sensibles et la mise en place d'un plan de circulation avec protection des ornières en eau accueillant les amphibiens protégés ont bien été mises en place par l'ONF et la mise en place d'un itinéraire de contournement a permis d'éviter tout recours à des opérations de capture ; les autres espèces d'amphibiens protégées mentionnées dans la requête ne présentent pas toutes des fonctionnements biologiques similaires et n'utilisent pas nécessairement les mêmes milieux pour l'accomplissement de leur cycle biologique ; leur période de sensibilité ne sont pas exactement les mêmes ; enfin, la compétence des rédacteurs du dossier de demande de dérogation n'entre pas dans le cadre des éléments à interroger dans le cadre de l'instruction d'un dossier de demande de dérogation et les solutions alternatives évoquées par les requérants nécessitent elles aussi la circulation d'engins sur les chemins forestiers et au sein des massifs, auraient elles aussi des impacts sur les amphibiens protégés et auraient nécessité également une demande de dérogation ; le moyen tiré de l'absence d'urgence à réaliser des travaux est sans incidence sur la nécessité d'une dérogation au régime de protection des espèces compte tenu des travaux envisagés.

Vu :

- la requête n° 1902445 présentée à fin d'annulation de l'arrêté attaqué ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique du 11 septembre 2019 à 13h45 :

- le rapport de Mme Ledamoisel, juge des référés ;

- les observations de Me Riou, représentant l'ASPAS et le SNUPFEN. Me Riou reprend les conclusions et moyens de la requête et fait plus particulièrement valoir que : La démarche inédite du SNUPFEN n'est évidemment pas sans raison. Les personnels de l'ONF sont inquiets et ressentent un sentiment de trahison. Ils sont très concernés par les problématiques de l'environnement et ne souhaitent pas être réduits à des « producteurs de bois ». Le dossier de demande de dérogation a été constitué en méconnaissance des données scientifiques, pour permettre à l'ONF d'effectuer facilement les travaux au mépris des espèces protégées, alors qu'en sa qualité d'animateur du plan national d'actions en faveur des espèces menacées il se doit d'être exemplaire. La crise des scolytes est très connue et remonte à l'automne 2018. Elle a pris une telle ampleur que les mesures demandées par l'ONF n'ont plus d'intérêt. La gestion des espèces protégées mérite d'autant plus d'attention. Malgré l'alerte donnée en septembre 2018, le dossier a été construit dans la précipitation pour n'être présenté qu'en avril, ce qui a conduit le CSRPN à émettre un avis défavorable, notamment sur l'urgence alléguée. Le sonneur à ventre jaune est une espèce protégée connue et faisant l'objet d'un suivi CMR dont on ne trouve aucune trace dans le dossier. Les experts scientifiques que les requérants ont consultés, et qui auraient dû être consultés par l'ONF, ont émis des critiques extrêmement sérieuses, en ce qui concerne notamment le fait que les captures des spécimens se feront indépendamment de leur suivi scientifique et que les évaluations des impacts manquent totalement d'objectivité. La note complémentaire du 27 juin 2019 que l'ONF a présentée ne répond pas aux objections soulevées, sauf en ce qui concerne le volume des superficies forestières concernées et les mesures de préservation. Mais les critiques les plus lourdes, concernant plus particulièrement l'impact des travaux sur les espèces protégées, qui est très largement minimisé ou la taille des populations n'ont pas reçu de suite, de sorte qu'on ne peut appréhender le dispositif mis en place dans sa globalité. Le déplacement des populations aura un effet indirect important sur le bon accomplissement du cycle biologique et sera de nature à conduire à la disparition des espèces. Il reste donc urgent, malgré le commencement des travaux, à suspendre les effets de la décision attaquée. La date du recours s'explique tout simplement par le fait que la décision attaquée est intervenue durant la période de congé estival et, en tout état de cause, il reste encore trois semaines avant que la période de dérogation n'expire. Des espèces protégées restent en outre sans aucune protection, et sont vulnérables, ainsi que le démontre le rapport de contrôle du 5 août. La solution alternative que constitue l'écorçage, qui est une pratique très répandue en Allemagne, a été écartée sans aucune étude de faisabilité. Enfin, on peut s'interroger sérieusement sur les priorités de l'ONF : le maintien de l'activité cynégétique ? la préservation de la filière bois, alors que le marché est saturé ?

- les observations de M. Castellazzi, attaché de préfecture et de Mme Féminier, chargée de mission « espèces protégées » à la DREAL du Grand Est, représentant le préfet de la Meuse.

M. Castellazzi et Mme Féminier s'en rapportent au mémoire en défense et font plus particulièrement valoir que, s'agissant de la situation d'urgence, les requérants ne font état d'aucune raison constatée aujourd'hui sur le terrain ni d'aucun risque majeur qui permettraient de caractériser l'urgence qu'il y aurait à interrompre les travaux, alors qu'au contraire, le rapport de contrôle de la DREAL du 5 août 2019 témoigne de la bonne adéquation entre la tenue des travaux et la conservation des espèces. Si les requérants, s'appuyant sur des conclusions d'experts, critiquent le dossier que l'ONF a initialement présenté, ils ne soutiennent à aucun moment que le projet de travaux, destinés à lutter contre les scolytes, serait disproportionné ou inadapté par rapport à l'objectif poursuivi par l'ONF. Le CSRPN a rendu un avis défavorable, qui était simplement consultatif. L'ONF en a tenu compte par sa note complémentaire du 27 juin 2019 et l'arrêté attaqué le prend également en compte. L'avis du CSRPN ne rejette à aucun moment le principe même de la dérogation demandée et l'arrêté attaqué autorise des travaux dont la consistance est différente de celle qui a été soumise initialement au CSRPN. S'il y a débat sur le fond, il n'y a néanmoins aucun moyen particulier qui créerait un doute sérieux sur la légalité de la dérogation accordée. Une incompréhension majeure concerne la question de l'estimation des populations de sonneurs ou des autres espèces protégées. Il n'est pas question, dans le dossier de l'ONF, d'estimer la taille de ces populations mais de quantifier le nombre d'individus qui pourraient être impactés par les travaux. Les deux massifs forestiers accueillent la population la plus importante de sonneurs à ventre jaune, mais la taille de cette population doit être distinguée du nombre des individus pouvant être impactés. L'arrêté attaqué vise justement à ce que cet impact concerne un nombre minimum de spécimens, par des mesures de préservation préventives de contournement des zones sensibles autant que possible, et, lorsque cela est nécessaire, par des opérations de capture, qui sont distinctes des opérations d'identification et de suivi scientifique de la population, de sorte que, pour préserver les espèces protégées des travaux, un ou deux passages suffisent, permettent des déplacements, avec le rebouchage de l'ornière de prélèvement pour éviter que l'individu n'y revienne avant la réalisation des travaux. Ainsi les écrasements ne seront possibles qu'à la marge. En ce qui concerne la critique d'omission d'autres espèces protégées, certaines d'entre elles, comme le triton crêté, vivent dans des mares de taille plus importante qui ne seront pas impactées par les travaux. Les autres espèces qui utilisent les ornières, comme les grenouilles vertes, rouges ou les tritons alpestres, sont protégées par l'arrêté attaqué qui prévoit qu'elles doivent également faire l'objet d'opérations de capture. Enfin, les dernières espèces, comme le crapaud commun, ne sont pas concernées, leur cycle biologique s'accomplissant plus en amont dans la saison. Par ailleurs, la DREAL effectue des contrôles soit administratifs, par l'étude des états des lieux préalables aux interventions, soit sur place, de sa propre initiative, aléatoirement, ou sur signalement d'un dysfonctionnement.

- les observations de M. Galland, directeur de l'agence de Verdun de l'Office national des forêts, et de Mme Ferté-Devin, juriste au département juridique de l'ONF, qui s'en rapportent au mémoire en défense de l'ONF et font en outre plus particulièrement valoir que l'Office national des forêts est responsable d'une gestion multifonctionnelle des massifs forestiers, dont les objectifs peuvent être parfois contradictoires et doivent être conciliés. Cette gestion intègre totalement la protection de l'environnement et des espèces protégées. L'espèce du sonneur à ventre jaune est particulièrement bien connue des personnels de l'ONF, dont certains sont dédiés à sa préservation. Il a fallu une crise internationale et majeure liée aux scolytes pour que l'ONF en vienne à envisager des coupes d'arbres et à demander une dérogation à la préservation des espèces protégées. Cette crise, en effet, impose d'agir vite pour endiguer l'avancement très rapide du scolyte. Le phénomène a commencé en 2018, mais s'est extrêmement aggravé en 2019. Il est donc nécessaire d'effectuer des coupes d'arbres pour les exploiter avant qu'ils ne soient trop atteints. L'objectif est d'éviter que le massif forestier ne meure dans son entier, et de le renouveler au fur et à mesure des coupes, dans l'intérêt même de la préservation de la faune et des milieux favorables aux espèces protégées.

C'est dans ce cadre que la demande de dérogation a été présentée. La solution alternative proposée par les requérants, l'écorçage, nécessite également l'intervention de machines lourdes et son impact aurait été identique. La dérogation accordée permet de porter atteinte à une espèce protégée, non de la faire disparaître. C'est pourquoi toutes les mesures nécessaires ont été mises en œuvre afin de trouver le point d'équilibre entre la nécessité d'une action rapide contre le scolyte et la préservation des espèces protégées. La dérogation à la protection des espèces protégées a en fait été demandée par précaution, et parce qu'il était nécessaire d'intervenir en pleine période de reproduction de certaines de ces espèces. Plusieurs scientifiques, même si ce ne sont pas ceux souhaités par les requérants, se sont prononcés sur le dossier de demande, qui n'a pas été constitué dans la précipitation. Il a été tenu compte des différents avis et au final, le point d'équilibre recherché a été trouvé puisque peu de spécimens ont été atteints et qu'un état de conservation de l'environnement favorable aux populations d'espèces protégées a été maintenu. Le marché du bois étant saturé, les engagements des clients et des prestataires, portant sur 20 000 m<sup>3</sup>, sont encore insuffisants pour résorber la crise due aux scolytes, mais ils sont indispensables. Il a donc fallu garantir une certaine qualité de travail et lever les freins à la réalisation des travaux, tout en prenant les garanties nécessaires pour la préservation des espèces protégées. L'arrêté attaqué prévoit la réalisation d'états des lieux préalables aux interventions. Ces états des lieux sont à la disposition de la DREAL. Sur les onze parcelles concernées, trois ne feront finalement pas l'objet de travaux, par manque de prestataires, trois sont en cours de travaux dont il est possible qu'ils s'achèvent avant le 30 septembre, et cinq doivent faire l'objet de travaux qui n'ont pas encore commencé. Les travaux pourront se poursuivre après le 30 septembre 2019, sans qu'il soit nécessaire de renouveler la dérogation, puisque la période de reproduction des espèces protégées sera achevée. L'ONF agit depuis septembre 2018, puisque le rythme d'exploitation a crû de façon importante depuis cette date. Mais le scolyte a un rythme de vie calé sur la température et il est impossible d'anticiper les lieux et l'ampleur de ses attaques avant que la température lui permette de se propager, c'est-à-dire avant avril. L'ONF a donc attendu le printemps pour repérer la localisation des attaques avant de constituer le dossier de demande de dérogation. L'ampleur de l'attaque n'étant pas déterminée à cette époque, le dossier initial visait une superficie de 140 hectares, qui a ensuite été réduite pour tenir compte des constatations.

La clôture de l'instruction a été prononcée à l'issue de l'audience à 15h35.

Après avoir pris connaissance de la note en délibéré présentée par le préfet de la Meuse, enregistrée le 12 septembre 2019.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision* ».

2. Le I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement comporte un ensemble d'interdictions visant à assurer la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats. Sont ainsi interdits en vertu du 1° du I de cet article : « *La destruction ou*

*l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ».* Sont interdits en vertu du 2° du I du même article : *« La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ».* Sont interdits en vertu du 3 du I du même article : *« La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ».* Toutefois, le 4° du I de l'article L. 411-2 du même code permet à l'autorité administrative de délivrer des dérogations à ces interdictions dès lors que sont remplies trois conditions distinctes et cumulatives tenant à l'absence de solution alternative satisfaisante, à la condition de ne pas nuire *« au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle »* et, enfin, à la justification de la dérogation par l'un des cinq motifs qu'il énumère limitativement, dont ceux énoncés au a) qui mentionne *« l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels »*, au b) qui mentionne la préservation de *« dommages importants notamment ( ...) aux forêts (...) »* et au c) qui mentionne *« l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques »* et *« d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique »* et *« les motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ».*

3. En l'espèce, la dérogation accordée à l'ONF par le préfet de la Meuse, en application des dispositions, rappelées au point précédent, de l'article L. 411-1 et du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, répond à l'impératif d'intérêt public majeur de préserver les massifs forestiers de Verdun et de Morthomme de leur destruction par la prolifération de scolytes, d'une ampleur et d'une gravité exceptionnelles, et par suite de préserver la sécurité publique au sein de ces massifs ainsi que la faune et les espèces protégées qu'ils abritent. Contrairement à ce que soutiennent les requérants, il ne ressort pas des pièces du dossier, ni que l'ONF serait resté inactif pour lutter contre le scolyte depuis l'alerte donnée à l'automne 2018 et jusqu'en avril 2019, ni que les travaux de préservation de ces massifs faisant l'objet de la dérogation litigieuse seraient trop tardifs et par suite trop inefficaces pour justifier l'autorisation litigieuse de porter atteinte aux espèces protégées. Il n'est pas contesté que la solution alternative de l'écorçage des arbres proposée par les requérants aurait nécessité la coupe des arbres et l'utilisation d'engins lourds ainsi que la réalisation d'empierrement de chemins forestiers et aurait ainsi également porté atteinte aux espèces protégées vivant dans les massifs forestiers en cause, sans qu'aucun élément au dossier ne permette d'établir qu'elle aurait été moindre que celle induite par la dérogation accordée. Il ne ressort par ailleurs pas des pièces du dossier, eu égard aux explications données sur le cycle de vie du scolyte et non contestées, que les travaux d'exploitation forestière faisant l'objet de la mesure de dérogation attaquée auraient pu être menés intégralement à une autre période de l'année sans porter atteinte aux espèces protégées vivant dans les massifs forestiers de Verdun et de Morthomme, ni, eu égard au rythme de prolifération du scolyte et à l'urgence qui s'attache à la préservation de ces massifs, qu'ils auraient pu être interrompus durant la période estivale qui correspond à la période de reproduction du sonneur à ventre jaune, notamment.

4. Il résulte de ce qui précède qu'en l'état de l'instruction, aucun des moyens soulevés par les requérants, qui, d'une part, sont essentiellement dirigés contre le dossier initial de demande de dérogation présenté par l'ONF, alors que l'arrêté attaqué a fortement réduit les surfaces concernées par la dérogation accordée ainsi que la longueur des empierrements de routes



forestières nécessaires à la réalisation des travaux et a complété les mesures visant à maintenir l'état de conservation des espèces protégées pouvant être impactées par les travaux, et qui, d'autre part, s'appuient sur des avis scientifiques concernant l'identification, la détermination de la taille des populations d'espèces protégées et le suivi scientifique de ces espèces, alors que l'ONF s'est attaché à déterminer le nombre d'individus de ces espèces protégées pouvant être impactés par les travaux à réaliser, n'est de nature à faire naître un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté attaqué.

5. Par suite, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la condition tenant à l'urgence, il y a lieu de rejeter la requête, en toutes ses conclusions.

6. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions que l'Office national des forêts présente à l'encontre des requérants sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

### ORDONNE :

Article 1<sup>er</sup> : La requête de l'association pour la protection des animaux sauvages et du syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel est rejetée.

Article 2 : Les conclusions présentées par l'Office national des forêts sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à l'association pour la protection des animaux sauvages, au syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel, à l'Office national des forêts et à la ministre de la transition écologique et solidaire.

Copie pour information sera adressée au préfet de la Meuse.

Fait à Nancy, le 18 septembre 2019.

Le juge des référés,

C. Ledamoisel

La République mande et ordonne à la ministre de la transition écologique et solidaire en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Cour d'administration conforme,



